

Qui pour affronter Emmanuel Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle en France ?

Près de 48 millions de Français sont appelés aux urnes le 10 avril pour le premier tour de l'élection présidentielle. 4 candidates et 8 candidats sont en lice comme l'a annoncé le président du [Conseil Constitutionnel](#) le 7 mars. Si aucun des 12 prétendants ne recueille la majorité absolue des suffrages le 10 avril, un deuxième tour rassemblant les deux candidats arrivés en tête au premier tour sera organisé le 24 avril.

L'élection présidentielle française se tient dans un contexte de crise : internationale avec la guerre en Ukraine et nationale avec une situation sanitaire toujours préoccupante même si le nombre de personnes affectées par le coronavirus semble diminuer et un paysage politique très éclaté qui inquiète les responsables comme les analystes politiques qui sont nombreux à anticiper une forte abstention. Par ailleurs, si l'économie du pays se porte plutôt bien après deux années marquées par la réaction à la pandémie de Covid-19, les Français restent très inquiets quant à leur pouvoir d'achat, qui constitue la préoccupation principale d'un électeur sur deux (52% selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Ipsos), loin devant la santé, l'environnement et l'immigration, qui arrivent vingt points derrière.

plus de sept Français sur dix l'ont soutenue, y compris lors de ses premières manifestations violentes. Certes, le président de la République a dû renoncer platement aux mesures fiscales à l'origine de cette contestation mais le cours de la politique publique en a-t-il été modifié ? » s'interroge Jérôme Sainte-Marie, président de la société d'études et de conseil PollingVox. La France est secouée par plusieurs colères qui ne s'agrègent pas les unes aux autres. Il est par conséquent difficile de dire quel candidat bénéficiera le plus de la tension.

Le président sortant, Emmanuel Macron, fait la course en tête dans les enquêtes d'opinion.

La question est donc la suivante : qui pour l'affronter au second tour ?

A un mois du premier tour, le président de la République sortant arriverait largement en tête du premier tour : il est crédité de 30,5% des suffrages dans le sondage réalisé par l'institut [Ipsos Sopra-Steria](#) entre les 9 et 12 mars. Le chef de l'Etat est suivi par Marine Le Pen (Rassemblement national, RN), qui recueillerait 16% des voix, et qui serait donc en mesure d'affronter Emmanuel Macron lors du deuxième tour du 24 avril. « *Marine Le Pen a retrouvé le rôle d'expression de la France des déclassés, des invisibles* » analyse Pascal Perrineau, politologue, qui indique que la candidate obtient des résultats élevés dans les couches populaires, parmi les chômeurs, dans les villages et les villes des périphéries. « *C'est ce qui fait son retour en grâce* » souligne-t-il.

Le quinquennat d'Emmanuel Macron (La République en marche, LREM), entamé en 2017, a été marqué par une crise sociale avec la révolte des Gilets jaunes en 2018-2019[1] et par la pandémie de coronavirus. Enfin, alors que la France assure la présidence du Conseil de l'Union européenne depuis le 1er janvier pour 6 mois, le chef de l'Etat sortant est aux premières loges de la gestion de la guerre en Ukraine.

« *Le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019 illustre point par point le problème de la France. Certes, la contestation est partie des profondeurs du pays et elle a montré une efficacité auparavant inimaginable. Certes,*

[1] Les Gilets jaunes sont un mouvement de protestation qui a débuté à l'automne 2018, au départ pour s'élever contre l'augmentation du prix des carburants automobiles issue de la hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Les revendications se sont ensuite élargies et elles ont concerné notamment l'amélioration du niveau de vie et l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne, La mobilisation des Gilets jaunes a dû s'arrêter en 2020, à la suite du confinement décrété le 17 mars de cette même année. Il a ensuite repris mais avec une moindre grande envergure.

Élections présidentielles en France

10 avril 2022

Viendraient ensuite Éric Zemmour (Reconquête !) avec 13,5% des suffrages, Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise, LFI) (12%) et Valérie Pécresse (Les Républicains, LR) (11%), trois candidats qui se tiennent dans un mouchoir de poche. « *Eric Zemmour est un homme de médias qui a beaucoup privilégié les coups médiatiques. Il a peut-être un peu négligé la campagne de terrain* » analyse Pascal Perrineau.

Loin derrière, Yannick Jadot (Europe écologie-Les Verts, EE-LV), obtiendrait 6,5% des voix, Fabien Roussel (Parti communiste, PCF) (3%) et Anne Hidalgo (Parti socialiste, PS) (2,5%). Les quatre autres candidats recueillent ensemble moins de 5% des suffrages.

« *C'est une drôle de campagne électorale : longtemps marquée par un fort désintérêt des Français et par la volatilité de leurs choix, paralysée par la crise sanitaire, elle est désormais bouleversée par l'invasion russe de l'Ukraine, qui remet en cause les certitudes habituelles des sondeurs et des électeurs* » a déclaré Bernard Sananès, président de l'institut d'opinion [Elabe](#).

Les autres instituts de sondage sont: [IFOP](#), [OpinionWay](#), [Kantar](#), [BVA](#).

La campagne officielle débutera le 28 mars pour se terminer le 9 avril.

LES DOUZE CANDIDATS EN LICE

- [Emmanuel Macron](#) (La République en marche, LREM), président de la République sortant ;
- [Valérie Pécresse](#) (Les Républicains, LR), présidente du conseil régional d'Ile-de-France depuis 2015, ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2007-2011) puis du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'Etat (2011-2012) sous la présidence de Nicolas Sarkozy (2007-2012) ;
- [Marine Le Pen](#) (Rassemblement national, RN), députée, candidate malheureuse à l'élection présidentielle en 2012 (17,9% des suffrages au premier tour) et en 2017 (21,3% au premier tour et 33,9% au deuxième) ;
- [Éric Zemmour](#) (Reconquête !), journaliste et écrivain ;

- [Jean-Luc Mélenchon](#) (La France insoumise), député, candidat malheureux à l'élection présidentielle en 2012 (11,1%) et en 2017 (19,58% au premier tour) ;
- [Anne Hidalgo](#) (Parti socialiste, PS), maire de Paris ;
- [Yannick Jadot](#) (Europe Ecologie-Les Verts, EE-LV), député européen ;
- [Fabien Roussel](#) (Parti communiste, PCF), député ;
- [Nicolas Dupont-Aignan](#) (Debout la France, DLF), député, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2012 (1,79% des suffrages) et de 2017 (4,71% des voix) ;
- [Jean Lassalle](#) (Résistons, RES), député ; candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2017 (1,21% des voix) ;
- [Philippe Poutou](#) (Nouveau Parti anticapitaliste, NPA), candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2012 (1,15% des suffrages) et de 2017 (1,09% des voix) ;
- [Nathalie Arthaud](#) (Lutte ouvrière, LO) ; candidate malheureuse à l'élection présidentielle de 2012 (0,56% des suffrages) et de 2017 (0,64% des voix).

AVANTAGE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SORTANT

Dans le contexte particulier de guerre en Ukraine, sur le continent européen, l'agression russe a choqué et inquiète les Français, Emmanuel Macron bénéficie de sa position de président de la République sortant et de son rôle de chef des armées et de la diplomatie (aux niveaux français et européen), un phénomène appelé le ralliement autour du drapeau, qui consiste à apporter en période de crise un soutien au dirigeant en exercice.

Le chef de l'Etat sortant peut également afficher de bons résultats économiques : la croissance du PIB a atteint 7% en 2021, le taux d'activité des Français est le plus élevé jamais enregistré depuis que celui-ci est mesuré et le taux de chômage s'établit à 7,4%, soit son niveau le plus faible depuis 2008. Bien sûr, ces chiffres sont le résultat de la politique du « quoi qu'il en coûte » mise en œuvre durant la crise sanitaire.

Le quinquennat du président sortant peut être divisé en deux ; durant la première partie, il a fait voter des réformes destinées à stimuler la compétitivité de l'économie, libéralisant le marché du travail et réduisant les taxes pour les investisseurs. La deuxième partie de son mandat a été marquée par la protestation issue du mouvement des Gilets jaunes puis par la crise sanitaire lors de laquelle Emmanuel Macron a mis tout en place pour protéger les Français, « quoi qu'il en coûte » selon l'expression qu'il a lui-même utilisée, notamment lors du confinement de la population (17 mars-11 mai 2020). L'Etat a dépensé 240 milliards € pour aider les citoyens et les entreprises depuis le printemps 2020. « *Nous avons nationalisé les salaires* » avait souligné le chef de l'Etat sortant en 2020. Une politique qu'il n'hésite pas à mettre en avant lorsqu'on l'accuse d'avoir été le « président des riches ».

Emmanuel Macron a également effectué un quinquennat très régalien. Il s'est sans doute davantage positionné sur la droite de l'échiquier politique, par conviction libérale mais également par stratégie politique. Il a mis en place une politique susceptible de séduire les sympathisants de droite. La gauche française est en effet éclatée et ne constitue pas un danger pour le président de la République sortant. En revanche, la droite, même si elle est également divisée, peut être porteuse de menace. Les Français sont, selon les enquêtes d'opinion, plus nombreux à se positionner sur la droite de l'échiquier politique (37% pour 20% sur la gauche selon un sondage de l'institut d'opinion Elabe). Le terrorisme, la sécurité, la peur de l'immigration sont des questions davantage traitées par les forces de droite et sur lesquelles la gauche n'a pas su offrir de réponses convaincantes pour les électeurs.

Depuis 2017, le président de la République a sans cesse fait de Marine Le Pen sa seule adversaire potentielle, un moyen de diviser la droite en faisant monter la droite radicale.

Très actif sur le front diplomatique, Emmanuel Macron, qui n'avait pas caché sa volonté de se représenter au scrutin présidentiel, s'est déclaré candidat le dernier jour du dépôt légal des candidatures, le 3 mars. Il l'a fait par une lettre qui a été publiée par tous les quotidiens de la presse régionale. Dans ce texte, il annonce qu'il

souhaite s'atteler à trois grands chantiers : l'école, la santé et les institutions de la République.

Le président de la République sortant promet de mettre en place des aides gouvernementales sur les prix de l'essence, de supprimer la redevance audiovisuelle et de tripler le plafond de la prime de pouvoir d'achat dite « prime macron » qui permet aux entreprises de verser jusqu'à 1 000 € sans payer de charge ni d'impôt.

L'entrée en campagne d'Emmanuel Macron devait relancer la campagne électorale mais la guerre en Ukraine a modifié les choses. « *Je serai président autant que je le dois et je serai candidat autant que je le peux* » a déclaré le chef de l'Etat. Ses adversaires craignent que la campagne à venir soit une campagne express, en somme, une non-campagne.

UNE DROITE MENACÉE PAR UNE DROITE RADICALE DIVISÉE

Valérie Pécresse

Valérie Pécresse a été désignée candidate du principal parti d'opposition de droite, Les Républicains, par une élection primaire qui a eu lieu le 4 décembre 2021. Elle dispose de plusieurs atouts indéniables : elle a remporté la primaire de façon nette avec 60,95% des suffrages devant Eric Ciotti (39,05% des voix), elle est la candidate unique de la droite (non radicale) et son parti est en ordre de bataille derrière elle. Ses compétences sont connues et reconnues : elle a fait ses preuves en étant ministre et elle dirige depuis 2015 la première région de France, l'Ile-de-France : elle a été réélue lors du scrutin régional des 20 et 27 juin 2021.

Celle qui se décrit comme « *deux tiers Angela Merkel et un tiers Margaret Thatcher* » et qui en 2019 avait quitté (de façon discrète) son parti - dont elle dénonçait la droitisation - a su se rapprocher de la droite radicale sur les questions de sécurité, d'immigration et d'identité. Elle promet une réduction de la dette et une diminution du nombre de fonctionnaires.

Valérie Pécresse répète que ni l'un ni l'autre des candidats de la droite radicale n'a de chance de s'imposer dans les urnes face à Emmanuel Macron au deuxième tour de scrutin et elle se positionne comme

Élections présidentielles en France

10 avril 2022

la seule réelle opposition au chef de l'Etat sortant. « *Je ne me résigne pas à un duel Macron/Zemmour, voter pour Eric Zemmour ou Marine Le Pen revient à voter pour Emmanuel Macron* »

La guerre en Ukraine a permis à la candidate des Républicains d'asseoir sa légitimité et de se positionner à distance de ses rivaux de droite, jusqu'alors plutôt indulgents avec le dirigeant russe Vladimir Poutine.

Eric Zemmour

Eric Zemmour a pris beaucoup de temps avant de déclarer sa candidature qu'il a fortement mise en scène. « *Il n'est plus temps de réformer la France mais de la sauver* » a-t-il déclaré, s'estimant le seul capable de sauver le pays. Journaliste et écrivain, il est un candidat atypique et il joue beaucoup sur la personnalisation du pouvoir. Il n'hésite pas à utiliser la provocation pour occuper le devant de la scène. Il a créé, en décembre 2021, Reconquête !, une formation destinée à soutenir sa candidature.

Obsédé par le déclin de l'identité française, thème sur lequel il a écrit plusieurs ouvrages, Eric Zemmour est opposé à toute immigration. Il demande la fin des aides sociales pour les non-Européens, l'arrêt du regroupement familial et de l'accueil des étudiants étrangers, la limitation du droit d'asile à quelques dizaines de personnes par an, la suppression du droit du sol et des prestations sociales accordées aux migrants et, enfin, la déchéance de nationalité pour les délinquants étrangers multirécidivistes. Il a indiqué qu'en cas de victoire, il organiserait un référendum sur l'immigration. « *La France est en grand danger de mort. Nous sommes menacés de grand remplacement et de grand déclassement* » répète-t-il.

Il est également opposé à l'islam, une religion qu'il estime incompatible avec la « civilisation » française ; il accuse les musulmans vivant en France de vouloir « coloniser » le pays au nom d'Allah.

Enfin, il n'hésite pas à remettre en cause certains faits historiques, déclarant que le maréchal Pétain, chef de l'Etat français (1940-1944) qui a collaboré avec les nazis, a protégé les Juifs français durant la Seconde Guerre mondiale ou mettant en doute l'innocence du capitaine Dreyfus, qu'il qualifie d'« allemand » ; un officier alsacien et de confession juive, emprisonné

pour espionnage au profit de l'Allemagne et condamné pour trahison à la déportation perpétuelle en 1894 avant d'être réhabilité et réintégré dans l'armée française en 1906.

Condamné en janvier 2022 à 10 000 € d'amende pour avoir dit que les mineurs migrants isolés étaient « des voleurs, des assassins et des violeurs », il a été condamné à deux reprises pour haine raciale en 2011 et en 2017 et il a été relaxé dans trois autres affaires. « *Ces procès servent à me diaboliser* » dit-il. Sur le plan économique, il défend une politique colbertiste et protectionniste et un Etat fort et redistributeur.

Marine le Pen

Marine Le Pen a travaillé durant les cinq dernières années à renforcer sa crédibilité et à rendre son parti respectable. Elle a ainsi abandonné toute idée de sortir de l'euro et elle a mis en avant la nécessité de sortir de l'orthodoxie budgétaire dans certains cas. La candidate tient un discours de droite sur les thèmes régaliens mais de gauche sur les questions sociales. Dépassée sur sa droite par Eric Zemmour, Marine Le Pen peut se donner une image de candidate plus modérée. Son discours semble apaisé face aux violentes et provocatrices prises de position d'Eric Zemmour.

Elle a centré sa campagne électorale sur le pouvoir d'achat : elle promet une baisse de la TVA sur l'électricité, le gaz, et les carburants de 20% à 5,5%, une mesure évaluée à 12 milliards €, qu'elle entend financer par des économies qu'elle ferait sur l'immigration, la fraude ou la contribution de la France à l'Union européenne. Elle déclare vouloir rendre aux ménages environ 200 € de pouvoir d'achat par mois. Enfin, elle est toujours présente sur le thème de l'immigration, : elle affirme lutter contre l'idéologie de l'islamisme radical mais pas contre les musulmans.

Elle joue son avenir lors de cette élection présidentielle, qui sera sa troisième tentative d'accéder au palais de l'Élysée, résidence officielle des chefs de l'Etat français. En cas d'échec (et ne pas se qualifier pour le deuxième tour serait un plus lourd échec encore), Marine le Pen serait sans doute très contestée au sein de son parti.

Eric Zemmour comme Marine Le Pen ont récemment dû effectuer un quasi-demi-tour dans leurs propos sur Vladimir Poutine et la Russie. Le premier a d'abord qualifié l'invasion de l'Ukraine par les forces russes de « réaction à l'agression de l'OTAN », faisant de Vladimir Poutine une victime avant de condamner fermement l'attaque. « Je ne pensais pas que Vladimir Poutine franchirait cette ligne rouge » a-t-il indiqué. « Nous sommes tous responsables car l'Alliance atlantique a accueilli des pays, anciennement membres du bloc soviétique » a-t-il ajouté.

« *La Russie a clairement franchi la ligne rouge. Ce qu'a fait Vladimir Poutine est tout à fait condamnable. Cela change la vision que l'on pouvait avoir de cet homme* » a affirmé Marine Le Pen. « *La Russie est une grande puissance qui a été offensée par l'extension insensée de l'OTAN aux membres de l'ancienne zone soviétique* » a-t-elle précisé.

Les deux candidats de droite radicale, défenseurs d'une ligne très ferme sur l'immigration, ont dû se résoudre à déclarer qu'il était inconcevable de ne pas accueillir les réfugiés ukrainiens au sein de l'Union européenne.

UNE GAUCHE ÉCLATÉE

Si les forces de gauche peuvent être satisfaites des résultats qu'elles ont obtenu lors des deux derniers scrutins organisés en France (élections municipales des 15 mars et 28 juin 2020 et élections régionales des 20 et 27 juin 2021), elles savent qu'elles doivent en partie leurs victoires à la situation sanitaire qui n'a pas permis la tenue d'une réelle campagne électorale et qui a souvent mené les électeurs, comme habituellement en temps de crise, à reconduire les sortants.

La gauche en France est éclatée entre différents partis qui sont dans l'incapacité de s'unir pour le deuxième tour. « *Au premier tour, on choisit ; au deuxième tour, on élimine* » a-t-on l'habitude de dire de l'élection présidentielle en France. Dans tous les cas, aucun vote utile n'est imaginable à gauche où aucun candidat n'est en mesure de rassembler sur son nom un électorat très hétérogène (allant de la gauche radicale aux écologistes en passant par les socialistes) et divisé sur de nombreux sujets d'importance (économie, Union européenne).

Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon est actuellement le mieux placé mais il reste distancé par ses rivaux de droite en dépit de la campagne, sérieuse et innovante, qu'il mène. Le candidat de la France insoumise progresse d'ailleurs régulièrement dans les enquêtes d'opinion depuis plusieurs semaines. Il semble le plus à même de tirer profit des mécontentements des Français. Cependant, comme Marine Le Pen et Eric Zemmour, il a été obligé de faire un virage à angle droit après l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine, un dirigeant qu'il soutenait (comme il appuie les dirigeants vénézuéliens). Jean-Luc Mélenchon a aussi déclaré après le 24 février que l'OTAN avait provoqué le dirigeant russe. Toujours très critique à l'égard de l'Union européenne qu'il qualifie de « néolibérale » (une faute grave selon lui), il doit constater le renforcement des Vingt-sept, unis et solidaires face à la Russie.

Fabien Roussel

Le candidat communiste, Fabien Roussel, propose une « France des jours heureux » et, sur le terrain de son rival de La France insoumise, promet la réindustrialisation du pays, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, une revalorisation du salaire minimum à 1 500 € mensuels. Fabien Roussel semble prêt à réaliser le *sorpasso* (dépassement en italien), terme par lequel on qualifie tout dépassement des forces socialistes ou social-démocrates par une gauche plus radicale (comme on l'a observé en Grèce ou en République tchèque). A noter que si les sondages se confirment, le candidat du PCF ferait un meilleur score que la candidate du PS !

Anne Hidalgo

En effet, la candidate socialiste, maire de Paris, Anne Hidalgo, est à la peine. Elle pâtit d'un manque de notoriété en province et d'une image de « parisienne », pas toujours idéale pour attirer les électeurs des zones rurales. Elle est pourtant positionnée sur des sujets qui préoccupent les Français : elle défend la création d'emplois et notamment ceux des secteurs verts qui permettent de lutter contre le réchauffement de la

Élections présidentielles en France

10 avril 2022

planète, elle veut lutter contre les inégalités et la perte de confiance des Français dans les institutions de la République. Un discours cependant inaudible et peu crédible selon les électeurs.

Yannick Jadot

Le candidat écologiste, Yannick Jadot, n'est pas en plus grande forme qu'Anne Hidalgo. Les questions écologistes, primordiales pour les Français, sont désormais devancées par celle du pouvoir d'achat, la peur de l'inflation, notamment des prix de l'énergie et des matières premières, hausses aggravées par la guerre en Ukraine. La campagne de Yannick Jadot peine à décoller.

LE SYSTÈME POLITIQUE FRANÇAIS

La France est un régime semi-présidentiel. Depuis 1962, le président de la République française est élu tous les cinq ans au suffrage universel direct au scrutin majoritaire à deux tours. Si aucun des candidats ne recueille la majorité absolue des suffrages lors du premier tour, un deuxième tour est organisé deux semaines plus tard.

Tout candidat à la magistrature suprême doit impérativement être âgé de 23 ans minimum et il doit présenter au moins 500 signatures provenant d'élus (parlementaires, conseillers régionaux, conseillers généraux, maires, conseillers des collectivités d'Outre-mer) issus d'au moins trente départements ou collectivités d'Outre-mer sans que plus d'un dixième d'entre eux ne soient des élus d'un même territoire. Depuis 2017, le nom des élus ayant accordé leur parrainage à un candidat est rendu public. Au total, 42 000 élus peuvent parrainer un candidat.

Chef des armées, le président de la République française est le détenteur du pouvoir exécutif. Il nomme le Premier ministre et il met fin à ses fonctions sur présentation par celui-ci de la démission du gouvernement. Le chef de l'Etat promulgue les lois ; sur proposition du gouvernement ou des deux chambres du Parlement (Assemblée nationale et Sénat), il peut soumettre une loi ou une ratification de traité à référendum. Après consultation du Premier ministre et des présidents des deux chambres, le président de la République peut également prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale, chambre basse du parlement.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 23 avril et 7 mai 2017 en France

Participation : 77,77% (premier tour) et 75,56% (deuxième tour)

Candidats	Nombre de voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour)
Emmanuel Macron (La République en marche, LREM)	8 656 346	24,01	20 743 128	66,10
Marine Le Pen (Rassemblement national, RN)	7 678 491	21,30	10 638 475	33,90
François Fillon (Les Républicains, LR)	7 212 995	20,01		
Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise, LFI)	7 059 951	19,58		
Benoît Hamon (Parti socialiste, PS)	2 291 288	6,36		
Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France, DLF)	1 695 000	4,70		
Jean Lassalle (Résistons, RES)	435 301	1,21		
Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste, NPA)	394 505	1,09		
François Asselineau (Union populaire républicaine, UPR)	332 547	0,92		
Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière, LO)	232 384	0,64		
Jacques Cheminade (Solidarité et progrès SP)	65 586	0,18		

Source : [Ministère de l'Intérieur](#)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.